

NEWSLETTER

Sophie PANTEL, Députée de la Lozère – Serge Gayssot, suppléant

N°9 octobre 2025

EDITION SPECIALE BUDGET 2026

Pour rappel, si vous ne souhaitez plus recevoir la newsletter, vous pouvez vous désinscrire en cliquant sur ce lien.

Édito

Chères Lozériennes, chers Lozériens,

Notre pays traverse une crise budgétaire, financière, sociale, démocratique et politique, qui peut durablement fragiliser l'État de droit et la République.

Vous savez qu'avec mon groupe politique à l'Assemblée nationale, nous avons fait **le choix du parlementarisme, qui impose le compromis, personne n'ayant de majorité absolue**.

J'ai fait le choix d'une **posture responsable** au regard de la situation économique, financière et internationale, en me battant, aux côtés de mes collègues, pour des recettes supplémentaires suffisantes sur les plus riches — qui ont été les bénéficiaires des huit années de la politique de l'offre d'Emmanuel Macron — afin d'éviter que les économies du gouvernement se fassent sur le dos des retraités, des malades, des apprentis, des étudiants, des classes moyennes ou des TPE/PME.

C'est aussi le **choix de la stabilité pour notre pays**.

Cette attitude fait de nous tous des cibles :

- de la part des extrêmes, qui veulent le chaos pour gagner électoralement,
- ou de ceux qui tournent le dos à leur héritage républicain.

Mais peu importe : la boussole reste la même. Les conséquences d'un échec au budget seraient lourdes pour le pays.

En effet, **les deux budgets adoptés par ordonnance seraient les textes de départ, avec tous leurs irritants**.

En cas d'échec, les notes de la France seraient considérablement dégradées, avec un coût de la dette qui en ferait le premier budget de la Nation et entraînerait une crise financière.

Les conséquences de l'instabilité politique pourraient aller jusqu'à une dissolution, avec un coût total de plusieurs milliards d'euros, pour un résultat qui pourrait confirmer trois blocs ou une forte majorité au Rassemblement national, et qui ne réglerait rien pour un budget « meilleur ». Tous les partisans de la censure ne répondent jamais à cette question.

Tout le monde attend un budget. Il existe un chemin de crête, difficile certes, mais possible, si les élus attachés à la République, qu'ils soient de droite ou de gauche, comprennent que ce budget ne sera **ni de droite ni de gauche, mais le fruit d'un compromis**.

À droite, ce budget est déjà qualifié de « socialiste », et serait devenu « non votable » ; à gauche, certains, qui veulent passer pour « les purs » mais ne visent qu'une chose, les élections présidentielles, minimisent volontairement les gains pour les Français.

J'ai fait le choix de présenter dans mes communications ce qui a été gagné pour les Français à la date du lundi 3 novembre. Le PLF est suspendu pour laisser place à l'examen du PLFSS, en séance à compter du 4 novembre.

Je regrette que les gains pour les Français ne soient pas retranscrits dans les médias à tous les étages.

Et pourtant, **les avancées sont bien là** :

- des totems sont tombés,
- un débat sur la justice fiscale s'est ouvert,
- et des résultats sont au rendez-vous si l'on s'intéresse au rendement plutôt qu'au nom d'une taxe.

Tout cela vise à faire contribuer davantage les plus riches, tout en baissant l'imposition des TPE/PME, des classes moyennes et des plus vulnérables.

Les débats ont été particulièrement denses et montrent qu'un autre chemin est possible, même si certains sujets devront être tranchés lors de la prochaine présidentielle.

Je ne suis pas de celles et ceux qui tapent sur l'entrepreneuriat.

J'ai parfois honte de ce que j'entends : entre les discours et les actes, et la capacité à gérer un pays, il y a un gouffre pour quelques-uns.

Vous pouvez compter sur ma **détermination exigeante**, mais pas intransigeante, pour porter les valeurs de la République et les problématiques du quotidien des Lozériennes et des Lozériens.

Bonne lecture pour cette édition spéciale Budget.

Bien à vous,
Sophie Pantel

Projet de loi de Finances & Projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale - Point d'étape

Cette année, nos débats budgétaires sont cruciaux pour la France et pour les Lozériennes et Lozériens. Face à une situation économique, sociale et internationale complexe, nous avons fait le choix du compromis et de la responsabilité. L'objectif est clair : protéger les Français les plus vulnérables, soutenir nos TPE/PME et garantir la justice fiscale, tout en assurant la stabilité du pays.

Schéma sur l'examen des lois de finances

Le **PLF 2026** vise à définir les recettes et les dépenses de l'État pour l'année à venir. Il contient des mesures importantes pour renforcer la justice fiscale, en demandant plus de contribution aux plus riches et en allégeant la charge pour les classes moyennes, les TPE/PME et les personnes vulnérables.

Voir la synthèse du PLF

Le **PLFSS 2026** définit les ressources et les dépenses de la sécurité sociale pour l'année à venir. Il prévoit notamment un renforcement du financement des hôpitaux et de la protection sociale, ainsi que des mesures pour soutenir les retraités, les malades, les apprentis et les familles. L'accent est mis sur l'équilibre entre les recettes et les dépenses, avec une attention particulière à la contribution des plus aisés pour préserver les services publics essentiels et garantir un système de protection sociale stable et solidaire, socle de notre pacte Republicain

Voir la synthèse du PLFSS

Dossiers d'actualité



Préserver l'école dans nos villages de montagne



Retraites : une suspension qui doit ouvrir la voie à une vraie révision



J'ai déposé une **proposition de loi pour garantir l'accès à l'école dans les communes de moins de 500 habitants situées en milieu rural**. Cette PPL vise à mieux encadrer les fermetures de classes en réaffirmant la nécessité de l'accord du conseil municipal avant toute décision de l'Éducation nationale.

Il s'agit de défendre le droit à l'école pour tous les enfants, quel que soit leur lieu de vie, et de préserver le maillage scolaire indispensable à la vitalité de nos territoires ruraux et de montagne. Cette initiative s'inscrit dans l'esprit de la loi Montagne, qui garantit le maintien des services publics essentiels dans ces zones fragiles.

Il est essentiel pour moi que chaque enfant, même dans les plus petits villages, puisse continuer à apprendre et à grandir près de chez lui.

[Lire la PPL](#)



Défendre une plus grande équité dans les obligations de débroussaillage

Lundi 27 octobre dès l'ouverture de l'examen du budget, j'ai fait adopter un **amendement visant à corriger une inégalité concernant les obligations légales de débroussaillage**. Aujourd'hui, ces obligations imposent aux



Communiqué de presse

Retraites : un premier pas qui en appellera d'autres

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé la suspension de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Cela signifie que les générations nées en 1964 et en 1965 pourraient partir quelques mois plus tôt que prévu, à 62 ans et 9 mois et avec 170 trimestres de cotisations.

Nos organisations saluent cette première avancée après de longs mois de mobilisations dans l'unité, et alors que les gouvernements successifs cherchaient à refermer le dossier en continuant à mener leur politique hostile au monde du travail.

C'est à mettre à l'actif de la mobilisation des millions de françaises et de français qui depuis 2023, par des voies multiples et sans jamais renoncer, ont exprimé leur rejet de cette injustice et de cette atteinte à la démocratie sociale. Des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs pourraient en bénéficier.

Les modalités techniques de mise en œuvre de cette suspension doivent encore être précisées tout comme elles doivent être adoptées par le Parlement.

Pour nos organisations syndicales, la suspension ne peut qu'être un préalable à l'abandon de la réforme in fine.

Le budget présenté par le gouvernement fait encore porter l'essentiel des efforts sur le monde du travail. C'est à nouveau un budget d'austérité avec des mesures inacceptables pour la population. Nos organisations continuent d'alerter sur la profondeur de la colère sociale.

Avec l'abandon du 49-3, l'adoption de l'ensemble de ces mesures va reposer sur les parlementaires. L'intersyndicale leur demande de supprimer les mesures d'austérité annoncées et d'élaborer un budget de justice sociale et fiscale garantissant un haut niveau de protection sociale, des services publics renforcés et des investissements vers une transition écologique et industrielle juste et de haut niveau.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats à maintenir la pression et leurs revendications par des actions dans les entreprises, les services et administrations, par différentes initiatives, organisations de réunions d'information, assemblées générales du personnel... Elles conviennent d'ores et déjà de se revoir très rapidement.

Bagnolet, le 20 octobre 2025

Le Premier ministre a annoncé la suspension de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Concrètement, cela signifie que les générations nées en 1964 et 1965 pourraient partir un peu plus tôt que prévu, à 62 ans et 9 mois, avec 170 trimestres de cotisation.

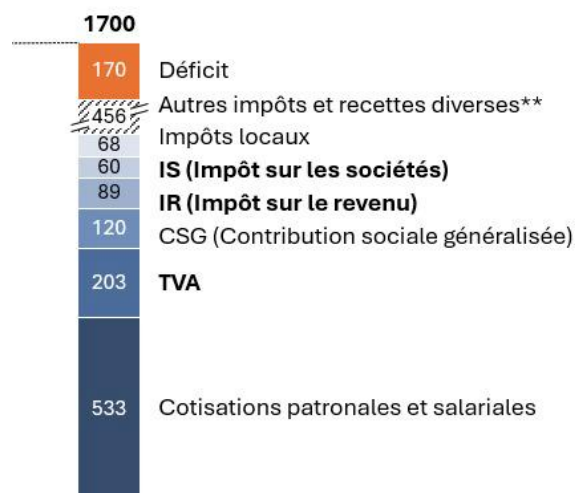
Je me réjouis de cette première avancée, qui est avant tout, au-delà de notre mobilisation, le fruit de la mobilisation des millions de Françaises et de Français, des syndicats et de toutes celles et ceux qui, depuis plus d'un an, se battent pour plus de justice sociale. Cette mobilisation unitaire a permis de maintenir la pression et de faire entendre une voix forte contre une réforme profondément injuste et déconnectée de la réalité du travail.

Mais cette suspension ne saurait suffire. Elle ne peut être qu'un **préalable à un véritable abandon de la réforme**. Les travailleuses et travailleurs attendent des réponses concrètes sur la pénibilité, sur les carrières longues, sur les retraites agricoles ou encore sur la reconnaissance des métiers essentiels.

Je resterai vigilante à ce que ce dossier ne soit pas simplement mis en pause pour être rouvert demain dans les

propriétaires d'une habitation bâtie d'intervenir jusqu'à **150 mètres autour de leur propriété**, selon les territoires, y compris sur des terrains appartenant à autrui, parfois à des groupements forestiers. En Lozère, cette distance est de **50 mètres**. Si une réduction d'impôt existe, **aucun crédit d'impôt n'est prévu pour les personnes non imposables**, ce qui constitue une injustice, alors même que les factures peuvent être très élevées. Je suis régulièrement interpellée sur ce sujet depuis plusieurs mois et je me réjouis qu'il ait enfin pu être **débatu et adopté à l'Assemblée nationale**, sous réserve de l'adoption définitive du budget. Je continuerai parallèlement à travailler sur **une autre piste juridique** afin de mieux accompagner les propriétaires concernés.

€ D'où viennent les recettes de l'Etat ?



Cette infographie illustre la **composition des recettes publiques françaises**, estimées à 1 700 milliards d'euros. La **principale source de financement reste les cotisations sociales** (533 milliards d'euros), qui servent à financer la protection sociale (retraites, assurance maladie, chômage...).

mêmes termes. Il faut repenser notre système de retraite dans un cadre plus large : celui d'un modèle social fort, juste, et soutenable pour les générations futures.

Année de naissance	AVANT REFORME 2023		REFORME BORNE		SUSPENSION	
	Age légal	Nb de trimestres requis (calendrier Touraine)	Age légal	Nb de trimestres requis (accélération Touraine)	Age légal	Nb de trimestre requis
1960	62 ans	167	62 ans	167	62 ans	167
1961 (avant 1 ^{er} sept)	62 ans	168 (42 ans)	62 ans	168	62 ans	168
1961 (après 1 ^{er} sept)	62 ans	168	62 ans et 3 mois	169	62 ans et 3 mois	169
1962	62 ans	168	62 ans et 6 mois	169	62 ans et 6 mois	169
1963	62 ans	168	62 ans et 9 mois	170	62 ans et 9 mois	170
1964	62 ans	169	63 ans	171	62 ans et 9 mois	170
1965	62 ans	169	63 ans et 3 mois	172 (43 ans)	62 ans et 9 mois	170
1966	62 ans	169	63 ans et 6 mois	172	63 ans	171
1967	62 ans	170	63 ans et 9 mois	172	63 ans et 3 mois	172 (43 ans)
1968	62 ans	170	64 ans	172	63 ans et 6 mois	172
1969	62 ans	170	64 ans	172	63 ans et 9 mois	172
1970	62 ans	171	64 ans	172	64 ans	172
1971	62 ans	171	64 ans	172	64 ans	172
1972	62 ans	171	64 ans	172	64 ans	172
1973	62 ans	172 (43 ans)	64 ans	172	64 ans	172

💡 Projet de loi de finances 2026 : quel impact pour les collectivités ?

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, présenté le 14 octobre, pourrait fortement impacter les collectivités territoriales. Après un effort déjà conséquent en 2025, ce PLF resserre encore les marges de manœuvre locales. Parmi les mesures principales :

- Doublement du **Dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)** à 2 milliards d'euros, avec un effet sur la fiscalité locale.
- Réductions des **compensations d'exonérations fiscales** pour 1,3 milliard d'euros au total.
- **Minoration de la dynamique TVA**, indexée sur l'inflation, avec une perte nette estimée à 700 millions d'euros.
- **Baisses de crédits et coupes** dans diverses missions : outre-mer, Fonds vert, dotation globale de fonctionnement, investissements locaux, insertion, sport, aménagement du territoire...
- **Répercussion de la hausse de la TGAP** pour 60 millions d'euros.

Vient ensuite la TVA (203 milliards d'euros), impôt indirect payé par tous les consommateurs.

Les impôts sur le revenu (IR – 89 milliards) et sur les sociétés (IS – 60 milliards) représentent une part bien plus faible du total, tout comme la CSG (120 milliards).



Soutien aux chambres consulaires : une bonne nouvelle pour nos territoires

Les députés socialistes se sont battus pour préserver les moyens des chambres consulaires, acteurs essentiels du dynamisme économique local. Grâce à cette mobilisation, les recettes issues de la **taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat (TFCMA)** sont maintenues. Ces contributions, versées aux **CCI** et **CMA**, assurent le financement de structures indispensables au **soutien de nos artisans, commerçants et entrepreneurs** sur l'ensemble du territoire.

Je me réjouis que **mon amendement en faveur de CCI France ait été adopté**, car il garantit la pérennité de ces outils de proximité qui accompagnent au quotidien la vie économique de nos territoires ruraux.

[Voir l'amendement](#)



Renforcement de l'accueil des docteurs juniors en Lozère

Suite à notre rencontre réunion de travail, je me réjouis de la réponse officielle du Directeur Général de l'**ARS Occitanie** confirmant l'augmentation du nombre de **docteurs juniors accueillis en Lozère**. Pour la première année, **7 postes seront ouverts dès novembre 2026**, et la cible pourra atteindre **10 docteurs juniors par an** dans les années suivantes. Cette

Au total, ces mesures représentent **7,2 milliards d'euros en moins** pour les services publics et l'investissement local, ce qui peut fragiliser les services publics de proximité.



Un statut enfin reconnu pour les élus locaux

Une bonne nouvelle pour tous les élus locaux !

La proposition de loi créant **un véritable statut de l'élu local** a été adoptée à **l'unanimité par l'Assemblée nationale et par le Sénat** fin octobre.

Ce texte, attendu depuis longtemps, vient **mieux reconnaître l'engagement des élus et sécuriser l'exercice de leurs fonctions**. Il facilite aussi la conciliation entre vie professionnelle, vie personnelle ou étudiante et mandat d'élu.

Parmi les principales avancées :

- **Clarification de la "prise illégale d'intérêt"**, souvent source d'inquiétude pour les maires et conseillers municipaux ;
- **Valorisation et accompagnement des mandats locaux**, notamment grâce à la formation ;
- **Meilleure protection et reconnaissance** des élus dans l'exercice quotidien de leurs responsabilités.

Ces mesures constituent **une juste reconnaissance du rôle essentiel des élus locaux** dans la vie de nos territoires et **un pas important pour renforcer la démocratie de proximité**.

[Voir la synthèse de la PPL](#)



Un cadre fiscal stable et juste pour nos micro-entrepreneurs et petites entreprises

Bonne nouvelle pour nos indépendants et petites entreprises ! Le **Sénat a adopté sans modification** la

mesure constitue un levier essentiel pour **renforcer l'offre de soins de premier recours**, favoriser l'intégration des jeunes médecins sur notre territoire et encourager une **installation durable en Lozère**.

Voir le courrier

Mobilisation contre l'accord UE-Mercosur : je reste aux côtés des agriculteurs

Le 14 octobre dernier, **je me suis rendue à la mobilisation organisée par la Confédération paysanne**, soutenue par de nombreuses associations et collectifs, pour **dénoncer l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur**.

Cet accord ouvrirait la voie à l'importation de produits agricoles qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires, sociales et environnementales que celles imposées à nos producteurs. Une telle concurrence est **inacceptable** pour nos agriculteurs, déjà fragilisés par la volatilité des prix et la charge des contraintes qu'ils subissent au quotidien. En janvier dernier, **notre groupe parlementaire a porté et fait voter une proposition de résolution s'opposant à cet accord**, afin de défendre un modèle agricole fondé sur le **juste échange, la souveraineté alimentaire et le respect des territoires ruraux**.

Ma présence à cette mobilisation s'inscrit dans cette même cohérence : **je continuerai à défendre une agriculture locale, durable et rémunératrice**, et à soutenir celles et ceux qui font vivre nos campagnes.

Je soutiens le rejet du projet d'accord UE-USA

J'avais signé la proposition de résolution européenne portée par Emmanuel

proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour les micro-entrepreneurs et les petites entreprises, adoptée en juin dernier à l'Assemblée nationale, pour laquelle j'avais voté. Ce texte, porté par le Groupe Socialiste, **simplifie la vie des entrepreneurs** en mettant fin aux incertitudes fiscales et en adaptant les seuils de franchise de TVA à la réalité économique actuelle. Concrètement, les plafonds de chiffre d'affaires permettant de bénéficier de la franchise de TVA sont **rehaussés à 93 500 € pour les ventes de biens et 41 250 € pour les prestations de services**. De plus, les **avocats, auteurs et artistes-interprètes disposent désormais d'un régime spécifique**, mieux adapté à la nature irrégulière de leurs revenus. Enfin, cette loi garantit un **cadre stable et prévisible**, indispensable pour développer une activité sans craindre des changements permanents. Cette réforme clarifie et sécurise le quotidien fiscal des micro-entrepreneurs, notamment dans le cadre du PLF 2026, et sa promulgation devrait intervenir très prochainement.

Des avancées concrètes pour nos sapeurs-pompiers volontaires

J'ai reçu la réponse du Premier ministre à la suite du courrier que j'avais cosigné avec Didier Lemaire, député du Haut-Rhin, en tant que co-présidents du groupe d'études de l'Assemblée nationale consacré aux sapeurs-pompiers, à la sécurité civile et à la gestion des crises.

Nous avons souhaité attirer son attention sur plusieurs sujets essentiels pour nos sapeurs-pompiers volontaires : la bonification de retraite, la revalorisation de leurs indemnités horaires, l'avenir de la Nouvelle Prestation de Fidélisation et

Maurel, et je me réjouis de son **adoption à la quasi-unanimité** par la Commission des affaires européennes. Cette résolution vise à **rejeter le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis**, qui mettrait en danger nos industries, nos emplois et notre souveraineté économique.

[Voir la PPRE](#)

Tribune contre l'accord entre La Poste et Temu

J'ai cosigné, aux côtés de plusieurs parlementaires et du député européen François Kalfon, la tribune intitulée « **Accord Temu – La Poste : une mauvaise nouvelle du front de la guerre commerciale** », qui est paru dans *Libération*.

Cet appel dénonce la signature d'un **accord de “collaboration logistique” entre La Poste et la plateforme chinoise Temu**, l'un des symboles les plus marquants d'un modèle économique destructeur pour nos commerces de proximité, notre industrie et notre environnement.

Alors que **Temu fait actuellement l'objet d'une enquête de la Commission européenne** pour la vente de produits dangereux, polluants et fabriqués dans des conditions sociales inacceptables, cet accord donne une légitimité inquiétante à un acteur qui tire les prix vers le bas au détriment des travailleurs et de la qualité.

La Poste est un service public essentiel, profondément ancré dans nos territoires ruraux. La voir s'associer à une entreprise représentant le pire de la dérégulation mondiale envoie un signal contraire aux valeurs qu'elle défend depuis toujours : le lien social, la proximité et la confiance.


de Reconnaissance (NPFR) et la question de la directive européenne sur le temps de travail.

Dans sa réponse, le Premier ministre confirme plusieurs avancées importantes :

- **Le décret sur la bonification de retraite** pour les sapeurs-pompiers volontaires sera publié dans les prochains jours.
- **Les indemnités horaires** seront **revalorisées dès 2025**, après une année 2024 sans hausse.
- **La NPFR est maintenue**, avec la volonté de l'État de préserver ce dispositif essentiel de fidélisation et de reconnaissance de l'engagement des volontaires.
- Enfin, **le Gouvernement réaffirme son attachement à la non-application de la directive européenne sur le temps de travail** aux sapeurs-pompiers volontaires, afin de préserver notre modèle de sécurité civile fondé sur le volontariat.

Je continuerai, avec le groupe d'études, à veiller à ce que ces annonces se traduisent concrètement sur le terrain. C'est un **premier pas** pour reconnaître et soutenir les sapeurs-pompiers, mais il reste **insuffisant** face aux enjeux concrets auxquels ils font face chaque jour. Je **reste pleinement vigilante** et, lors de la présentation de mon rapport en commission ce mercredi, je **rappellerai avec force les attentes des sapeurs-pompiers**, afin que leurs missions et leurs conditions d'exercice soient mieux soutenues et valorisées.

[Voir le courrier](#)

 **Présence au congrès national des sapeurs-pompiers**

Je rejoins donc les signataires de la tribune pour **demander au Gouvernement et à la Commission européenne d'agir** : mettre fin à l'exonération de droits de douane sur les petits colis, renforcer les moyens de nos douanes, et contraindre les grandes plateformes à assumer leurs responsabilités sociales et environnementales.

En Lozère comme ailleurs, nous devons défendre un modèle économique fondé sur la **justice, la durabilité et la souveraineté**, loin des dérives d'une mondialisation sans règles.

[Lire la tribune](#)

Intervention lors des QAG - Poupées Shein

Lors de la séance des Questions au Gouvernement de ce mardi 4 novembre, Emmanuel Grégoire a interpellé le Gouvernement au sujet du **scandale des poupées à caractère pédopornographique détectées sur la plateforme SHEIN**.

Il a rappelé que ces objets sont «intolérables» et exigé une réaction ferme : retrait immédiat, transparence sur les contrôles, et sanction en cas de récidive.

Cette affaire met en lumière la nécessité de **renforcer les contrôles sur les plateformes numériques et d'assurer la protection de l'enfance**, y compris dans les territoires ruraux comme la Lozère.

Nous resterons vigilants et mobilisés pour que ces dérives cessent.

Octobre Rose : tous mobilisés contre le cancer du sein

Chaque année, **Octobre Rose** nous rappelle l'importance du **dépistage**



Je me suis rendue présente au **Congrès national des sapeurs-pompiers** au Mans, du 8 au 11 octobre. Cet événement était une belle occasion de rencontrer **les acteurs de la sécurité civile** et d'échanger sur les enjeux du terrain.

J'ai notamment été invitée à participer à une **table ronde**, dans le cadre du grand débat, sur le **financement des SDIS**. Ces discussions sont essentielles pour soutenir nos sapeurs-pompiers et garantir la sécurité de tous les citoyens. J'ai d'ailleurs déposé plusieurs amendements en ce sens qui n'ont pas encore été examinés.



précoce du cancer du sein, qui reste le premier cancer chez la femme en France. Derrière ce ruban rose, il y a des **milliers de femmes, de familles et de soignants** engagés pour sensibiliser, prévenir et accompagner.

En Lozère, comme partout ailleurs, de nombreuses actions sont organisées tout au long du mois pour **informer, encourager le dépistage et soutenir la recherche**.

Parce que la santé des femmes est l'affaire de tous, continuons à **faire vivre cette mobilisation**, à parler du dépistage et à soutenir celles et ceux qui se battent chaque jour contre la maladie.



Les dernières questions écrites déposées

- Automobiles : **pénurie d'inspecteurs au permis de conduire**
- Assurances : **délais de prise en charge des assurances**
- Professions de santé : **hypothèse de la fin des remboursements des consultations en ostéopathie par les mutuelles**
- Agriculture : **suppression de l'interdiction de certains cépages**

Cosignatures de PPL

- Proposition de loi relative à la souveraineté industrielle de la France et à la protection du secteur stratégique de l'acier

Cette PPL vise à **donner à l'État les moyens d'agir lorsqu'une entreprise stratégique met en péril les intérêts de la Nation**. Ce texte conditionne les aides publiques à des engagements contraignants, permet à l'État de devenir actionnaire en cas de manquement, instaure un mécanisme d'intervention d'urgence pour protéger un établissement industriel stratégique et reconnaît l'acier comme ressource essentielle à notre souveraineté industrielle, énergétique et militaire. Il garantit ainsi que nos entreprises respectent leurs engagements et que l'État puisse agir rapidement pour préserver nos emplois, notre tissu industriel et notre autonomie stratégique. Ce texte est particulièrement important pour **sauvegarder le site d'Arcelor Mittal de Fos-sur-Mer**, dont dépend directement **le maintien du site de Saint-Chély-d'Apcher**. J'ai travaillé sur ce **texte aux côtés de mon collègue et voisin dans l'hémicycle, Julien Gokel, député de Dunkerque**, afin de défendre ensemble la filière sidérurgique française et les emplois qui en dépendent.

Actualité en Lozère



19 octobre 2025

Le Collet-de-Dèze : travaux de restauration du temple



17 octobre 2025

Salve d'inaugurations aux Salces pour Serge Gaysot



17 octobre 2025

Inauguration de la maison de retraite de Vialas



10, 11 et 12 octobre 2025

Salon Artisans d'Ici à Mende



6 octobre 2025



3 octobre 2025

Rencontre avec Madame la
Rectrice au sujet de la
rentrée scolaire en Lozère

Caserne Pradeilles de
Mende : inauguration tente
poste de commandement

Voir toute l'actualité en Lozère

Actualité à Paris



4 novembre 2025

Délégation collectivités
locales audition de Carole
Delga présidente des
régions de France



14 octobre 2025

Mobilisation contre le
MERCOSUR



10 octobre 2025

Congrès national des
sapeurs pompiers au Mans

Voir toute l'actualité à Paris

**Sophie Pantel, Députée de la Lozère - Serge
Gayssot, suppléant**

19 allée Piencourt, 48000, Mende

Site web : sophiepantel48.fr - [Contact](#)

Photos : Sophie Pantel - Canva

Suivez moi sur Facebook



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.

Vous avez reçu cet email parce que vous vous
êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)